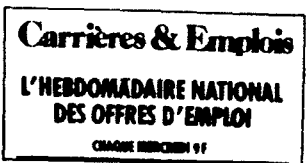




LE FIG-ECO

premier quotidien économique français



8 novembre 1987

PÉTROLE

Le brut à la baisse

Le prix du baril risque toujours de s'effondrer, selon les experts, réunis au séminaire organisé par la Chambre de commerce franco-arabe.

Le prix du pétrole reste orienté à la baisse. La production des champs récemment développés, notamment en mer du Nord, pèsera pendant de nombreuses années encore sur les décisions de l'Opep. L'Organisation va être contrainte, dans son intérêt même, de continuer à jouer les producteurs d'appoint et de réduire ses exportations pour défendre les prix.

Telles sont les indications qu'on peut tirer de la première journée du séminaire organisé par la Chambre de commerce franco-arabe sur le thème : « Pétrole arabe, développement économique et coopération internationale. » Et

ces enseignements sont d'autant plus intéressants que les contributions des orateurs ont été prononcées à la veille d'une conférence de l'Opep qui s'annonce difficile et alors que les cours du brut montrent des signes prononcés de faiblesse.

Le prix « moindre mal » de 18 dollars le baril, dont pays producteurs et consommateurs semblent s'être accommodés, pourra-t-il être maintenu ? Ce n'est pas évident. Pierre Desprairies, président d'honneur de l'IFP, juge lui qu'il y a « un risque actuel et durable d'effondrement des prix », parce que l'offre est forte et que la demande va rester faible. Une croissance

économique mondiale de 3 % entraîne une augmentation de la consommation d'énergie de 2 %, mais une hausse de la demande en pétrole de 1 % seulement.

Or, face à cette perspective d'une croissance modérée dans le meilleur des cas, l'offre restera abondante. D'abord parce que les pays de l'Opep eux-mêmes disposent de réserves de production importantes. Ensuite, en raison de l'émergence de nouveaux pays producteurs, par définition non-membres de l'Opep.

« Le déclin de la production aux Etats-Unis est plus que compensé depuis un an et demi par l'augmentation de celle de la mer du Nord et des

PVD », note François Polge de Combret, directeur du commerce international d'Ef. « A 18 dollars l'offre continue à croître », ajoute M. Desprairies. « La production non-Opep est là pour une vingtaine d'années », assure de son côté M. Ayoub, professeur à l'université Laval au Québec.

Face à cette situation, que peut faire l'Opep ? M. Jean-Marie Martin, directeur au Cnrs, a avec son équipe, étudié l'évolution prévisible des revenus des treize pays membres de l'organisation en fonction de deux scénarios : l'un de défense des prix, avec un baril à 18 dollars ; l'autre de défense des parts de marché, avec une baisse du baril

à 10 dollars jusqu'en 1990. Les résultats de ces simulations sont clairs.

Même si la stratégie de défense des parts de marché conduit à l'horizon 1995 à des revenus annuels supérieurs et même si cette hypothèse est la plus favorable aux pays du Golfe, en terme de revenus cumulés, c'est le scénario de défense des prix qui se révèle le plus avantageux pour les Treize pris globalement, quel que soit le taux d'actualisation choisi. L'Opep devrait donc, si elle s'en tient à son intérêt économique, continuer à ajuster sa production pour assurer la défense des prix.

Edouard THÉVENON.